

"Je suis épouvanté"

Une nouvelle fois nous sommes confrontés à une offensive visant à l'intégration du mouvement syndical, c'est-à-dire à sa désintégration.

L'existence d'organisations syndicales libres et indépendantes a toujours été contestée par le patronat et par les gouvernements, qui, bien sûr, préfèrent des rapports individuels avec les salariés plutôt que le contrat collectif, qui permet d'établir un rapport de force.

En France, ces tentatives d'intégration sont nombreuses. Elles ont pris, en fonction du contexte historique, des formes diverses. On se souvient bien sûr des plus brutales, en particulier la Charte du Travail de Pétain ou le référendum perdu par le Général de Gaulle en 1969.

Ces tentatives ayant mal fini ou échoué, nous sommes, depuis, confrontés à des politiques plus subtiles fondées sur la tactique du Cheval de Troie.

Il nous faut malheureusement constater que jusqu'à présent, cette méthode a connu un certain succès.

Pour défendre l'indépendance syndicale et la liberté contre la menace stalinienne, nous n'avons pas hésité après guerre à faire scission de la CGT pour créer la CGT-Force Ouvrière.

Sur le plan international, avec entre autres l'AFL-CIO (Etats-Unis), nous nous sommes également opposés à la Fédération Syndicale Mondiale (FSM, dominée par les staliens), en créant la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) et la Confédération Européenne des Syndicats Libres (CESL).

Il nous faut bien constater qu'à la suite d'un long et patient travail de noyautage, nous avons aujourd'hui perdu ces positions.

Le ver était déjà dans le fruit quand on nous a imposé l'entrée de la CFDT dans la CESL, devenue la CES, et dans la CISL.

La création de la Confédération Syndicale Internationale (CSI), avec la Confédération Mondiale du Travail (CMT) et les résidus de la FSM, est certainement un tournant. Le Cheval de Troie a, de l'intérieur, emporté la place... Pour autant il serait parfaitement erroné d'en conclure que la partie est finie. La classe ouvrière a besoin, pour défendre ses intérêts particuliers, d'organisations syndicales indépendantes. Il ne s'agit pas d'une question idéologique, mais d'une question pratique.

Les directions de la CES et de la CSI sont, certes, fortement inspirées par l'idéologie de la CMT fondée sur la doctrine sociale de l'Eglise. C'est pourquoi, elles veulent s'intégrer dans la nouvelle "gouvernance". Il est plus que probable que cette politique se heurtera aux réalités. Les intérêts du patronat et ceux de la classe ouvrière restent fondamentalement contradictoires. D'une manière ou d'une autre

cette contradiction devra s'exprimer. Déjà une première fissure apparaît. Notre dernier CCN a adopté une résolution qui dit :

« Compte tenu des évolutions en cours au plan international, en particulier la décision par la CISL, dont la CGT Force Ouvrière est co-fondatrice, de fonder la CSI, le CCN réaffirme les principes déjà énoncés à propos de son appartenance à la CES.

Fidèle à l'indépendance syndicale et au fédéralisme, le CCN réaffirme que la CGT-Force Ouvrière ne saurait être engagée par des décisions prises en dehors de ses propres instances, et, qu'en conséquence, elle conserve en toutes circonstances sa liberté de comportement. »

Cette décision permet de préserver l'indépendance de notre confédération. Certes elle est contraire aux statuts de la CSI, qui prétend domestiquer toutes les organisations affiliées, il est même prévu le délit d'inaction.

Il est donc possible que de dures bagarres soient devant nous. Mais, en dernière analyse, la lutte de classes tranchera sans aucun doute cette con-

par **Patrick Hébert**
secrétaire général
de l'UD CGT-FO
de Loire-Atlantique

tradition.

Le CCN d'Amiens a aussi pris nettement position contre les projets du gouvernement en matière de dialogue social. En décidant qu'en aucun cas nous ne saurions participer à un « comité de dialogue social », il est certain que nous avons contraint le gouvernement et le Président de la République à plus de prudence. Le discours prononcé par Monsieur Chirac devant le Conseil Economique et Social prend acte de cette situation. L'épisode des retraites de 2003 est dans toutes les mémoires. La CFDT paie aujourd'hui encore la facture de son accompagnement du plan Fillon (voir résultats d'élections). Un « comité de dialogue social » ne peut espérer fonctionner que si toutes les confédérations y participent.

En obligeant le gouvernement à restreindre considérablement ses ambitions en la matière, nous avons marqué un point important et gagné du temps. Mais n'ayons aucune illusion : la question "reviendra sur le tapis", probablement après les présidentielles.

Le gouvernement actuel ne cache pas ses ambitions en la matière. Le programme de l'UMP est clair sur ce point. Monsieur Fillon a d'ailleurs indiqué que son objectif était la suppression pure et simple du contrat de travail, et, par voie de conséquence, du code du travail.

Du côté de Ségolène Royal, investie

candidate du Parti Socialiste, on peut craindre le pire. Le bureau national du Parti socialiste vient d'ailleurs d'accuser le gouvernement d'avoir reculé devant les syndicats (voir p 7). Il se fait fort, s'il revient aux affaires, d'imposer, de gré ou de force, le dialogue social (cf. le communiqué du bureau national du PS reproduit en page 7).

Madame Royal veut un syndicalisme obligatoire. Elle puise probablement ses convictions fort peu démocratiques chez Jeanne d'Arc, dont on apprend qu'elle est sa principale source d'inspiration (voir encadré ci-contre).

Au sein même du Parti socialiste, certains militants, et non des moindres, s'inquiètent. Ainsi, Louis Mexandeau, ancien ministre, fidèle parmi les fidèles de Mitterrand, est littéralement effrayé. Dans une interview publiée le 28 octobre par *Le Figaro Magazine*, il déclare : « Je n'ai aucun contentieux avec Ségolène, rien de personnel contre cette femme au regard clair, au physique agréable, mais sitôt qu'elle apparaît à la télévision, l'historien et militant socialiste que je suis est saisi de crainte, pour ne pas dire d'effroi. Je ne puis m'empêcher de penser à Léon Blum au XXXe congrès national de la SFIO, en juillet 1933, lorsque Marquet préparait avec Déat la scission néo-socialiste sous le slogan de l'Ordre et de l'Autorité. Blum s'était exclamé : 'Je suis épouvanté !' »

On sait bien sûr que Marcel Déat a fini, tout comme Jacques Doriot (qui, lui, venait du PCF) avec le Maréchal Pétain dans la collaboration avec les nazis (voir encadré ci-contre).

A la veille des échéances électorales présidentielles, puis législatives, bien sûr —comme nous l'avons toujours fait (contrairement à la CGT et à la CFDT)— nous ne donnerons aucune consigne de vote.

Pour autant il est de notre devoir d'alerter les salariés, dès lors que nos libertés sont menacées.

En application de ces principes, notre Confédération a mis en garde la classe ouvrière, et plus largement les démocrates à la veille du référendum constitutionnel. La large victoire du NON le 29 mai 2005 —84 % des ouvriers ont voté NON— exprime le véritable rapport de force, qui s'est manifesté aussi en 2003 contre le plan Fillon, et en 2006 contre le CPE.

Les faits sont têtus : sous des formes diverses, les travailleurs, dans de nombreux pays, expriment leur rejet de cette politique. Aux Etats-Unis (voir la Météo Sociale page 4) l'échec électoral de Bush confirme que rien n'est joué. En France, il est de notre responsabilité de préserver l'indépendance de notre Confédération pour préparer les combats futurs.

Ceux qui ont choisi de se compromettre dans la « nouvelle gouvernance » devront alors choisir rapidement leur camp. Pour notre part c'est déjà fait.

"Jeanne d'Arc, son modèle"

(Extrait de l'article paru dans la revue "Challenge" le 12 avril 2006)

" (...) A cette époque, Marie-Ségolène effectue avec les bonnes soeurs de son école un voyage à Domrémy. Elle n'est pas encore adolescente. Elle a le coup de foudre pour Jeanne d'Arc. La jeune Vosgienne s'identifie totalement à la bergère, femme soldat, exaltée, courageuse, mystique. Depuis, Jeanne ne quitte plus Ségolène. Elle est sa mascotte, son grigri, sa raison de vivre.

En mai 1988, de passage à Orléans, à la surprise générale, alors que l'icône de la Pucelle semblait accaparée par Jean-Marie Le Pen, Ségolène Royal, vibrante, les larmes aux yeux, devant des socialistes éberlués, lui rend un hommage sans ambiguïté. Elle tutoie son modèle : « Tu es d'abord pour nous toutes un témoignage de l'insoumission et de la tendresse, toi qui, brûlée à 20 ans, n'a pas eu le temps d'être mère. Tu es cette jeune fille simple et fragile qui reste femme et humaine dans les combats. »

Elle poursuit son ode à la Vierge d'Orléans, en rappelant combien les puissants l'ont raillée, jalouse, méprisée, tout comme elle aujourd'hui.

Oui, Jeanne d'Arc a, « dans un monde confisqué par les hommes, commis le triple sacrilège : être une femme stratège, une femme de guerre et une femme de Dieu. Et tout cela, pire offense encore, en ne venant de rien et en n'étant rien ».

Au terme de son discours, Ségolène lui promet que d'autres « Jeanne, partout dans le monde » se lèveront. (...) "

Marcel Déat

En 1933, il appartient au groupe des néo-socialistes (avec, entre autres, Adrien Marquet et Pierre Renaudel) qui fait scission avec la SFIO pour créer le Parti Socialiste Français. Il entraîne avec lui la majorité du groupe parlementaire de la SFIO. La devise du PSF est : « Ordre, autorité, nation ». En 1939 il est élu député d'Angoulême. En 1941, il fonde le Rassemblement National Populaire (RNP), parti socialiste et européen. En 1944. Il entre à Vichy comme « Ministre de la guerre et de la solidarité nationale » dans le gouvernement de Pierre Laval. En 1944, il s'enfuit en Allemagne dans le Château de Sigmaringen avec la fine fleur de la collaboration. Condamné à mort par contumace à la libération, il s'enfuit en Italie où, protégé dans un monastère, il meurt en 1955.